



Date : mardi 5 juin 2012

Les pays européens doivent soutenir la mise en place d'une commission d'enquête sur la Corée du Nord

<http://www.fidh.org/Les-pays-europeens-doivent>

FIDH : mouvement mondial des droits de l'Homme

Une délégation représentant la Coalition mondiale pour mettre un terme aux crimes contre l'humanité en Corée du Nord (ICNK), entreprend une tournée en Europe à partir du 7 juin 2012, afin d'obtenir le soutien des gouvernements européens et de l'Union Européenne pour la mise en place d'une commission d'enquête des Nations Unies sur les crimes contre l'humanité en Corée du Nord.

L'ICNK est une coalition internationale formée dans le but d'en finir avec les atteintes aux droits humains en Corée du Nord.

La délégation est composée de :

- ▶ M. Kang Cheol-hwan, survivant d'un camp de prisonniers en Corée du Nord et coauteur avec Pierre Rigoulot des Aquariums de Pyongyang,
- ▶ M. David Hawk, chercheur invité à l'Université de Columbia et auteur de *The Hidden Gulag* (nouvelle édition publiée en avril 2012)
- ▶ Mme Kwon Eunkyong de l'organisation Open North Korea ;
- ▶ M. Jared Genser, un avocat des droits de l'Homme ayant soumis au nom de l'ICNK, une pétition aux Nations Unies pour enquêter sur les violations des droits de l'Homme en Corée du Nord.

"Combien de personnes devront encore mourir dans les camps de prisonniers politiques en Corée du Nord avant que la communauté internationale ne réagisse ?" a déclaré Phil Robertson, directeur-adjoint du Bureau Asie de Human Rights Watch au nom de l'ICNK "Les réfugiés témoignent souvent des violations aux droits de l'Homme perpétrées en Corée du Nord et constituant des crimes contre l'humanité. Qu'attend l'Europe pour réagir ? Les décideurs politiques devraient se mobiliser et exiger une Commission d'enquête des Nations Unies afin d'établir la vérité et d'identifier les coupables."

La délégation se rendra à Bruxelles le jeudi 7 juin afin d'y rencontrer des membres du Parlement Européen ainsi que des représentants de la Commission Européenne.

Le 11 juin en Grande-Bretagne, les membres de la délégation rencontreront le Ministère des Affaires Étrangères, plusieurs membres des deux chambres du Parlement Britannique, et prendront part à un briefing organisé par le Commission des Droits de l'Homme du Parti Conservateur.

Le 12 juin à Paris, ils rencontreront des représentants du Gouvernement Français, des conseillers à l'Élysée ainsi que des membres du Sénat.

Le 13 et 14 juin à Genève, la délégation de l'ICNK présentera son rapport de plaidoyer au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme en République Populaire Démocratique de Corée (RPDC), et à d'autres interlocuteurs des Nations Unies.

"Établie en septembre 2011, l'ICNK est la première coalition internationale rassemblant des organisations de défense des droits humains du monde entier- non seulement de l'hémisphère ouest mais aussi d'Asie et d'Amérique Latine - et militant pour qu'un effort global mette un terme à la situation dramatique des droits de l'Homme en Corée du Nord" a déclaré David Knaute, responsable du bureau Asie à la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme ; "Il est urgent que la communauté internationale place ces questions au coeur de son approche vis-à-vis de la Corée du Nord, et qu'elle mobilise tous les mécanismes internationaux afin d'en finir avec les camps de prisonniers où jusqu'à 200000 Nord-Coréens restent détenus dans des conditions inhumaines."

"Il s'agit là d'une opportunité unique d'exposer aux responsables politiques en Europe la situation extrême et terrible des droits de l'Homme en Corée du Nord, et de les convaincre de l'importance d'établir une commission d'enquête sur les crimes contre l'humanité", soutient Benedict Rogers, Chef d'Équipe du Bureau Asie du Sud-Est à Christian Solidarity Worldwide, et doit recevoir la délégation à Londres, "Les décideurs politiques en Europe et aux Nations Unies ont la responsabilité d'agir afin de mettre un terme à la souffrance des Nord-Coréens, et de tenir pour responsable le régime de Kim Jong Un.

Pour plus d'information, visiter www.stopnkcrimes.org